

ÉDITORIAL

Ce numéro des *CHTP* aborde une série de thèmes essentiels qui dépassent largement le cadre belge au sens strict. Plusieurs de ses auteurs se consacrent en effet à des thématiques dites universelles : le comportement des sociétés durant les sorties de guerre, les stratégies de survie, l'éducation comme facteur de pacification des sociétés ou l'élaboration de stratégies politiques internationales. Cette livraison est donc un numéro dense et important, fruit d'un réel dynamisme des historiens contemporanéistes dont la rédaction s'était déjà réjouie. Dynamisme mais aussi diversité des thématiques qui empruntent tantôt à l'histoire politique et diplomatique, tantôt à des sujets encore largement en friche.

Bien évidemment, ces thèmes sont déclinés dans un cadre géographique qui est largement celui de la Belgique. Mais il n'empêche que la dimension même des contributions dépasse largement ce cadre. À travers des thématiques diverses, apparaissent plusieurs axes de réflexion : le rôle de l'État en tant que régulateur des sociétés, la question de la responsabilité collective mais aussi individuelle, l'importance de la discipline historique comme lieu de production d'un savoir et, une fois encore, la question des relations complexes entre histoire et mémoire.

Au sortir de la Première Guerre, la Belgique est, pour la première fois de son histoire, confrontée au phénomène de l'incivisme, une notion qui, jusqu'alors, n'avait même pas trouvé place dans le droit belge. Le jugement de ces crimes et délits commis contre la sûreté de l'État allait être confié dans un premier temps aux tribunaux militaires. À travers le cas du Hainaut, une province soumise à différents régimes d'occupation, Guillaume Baclin en décortique les enjeux essentiels. À l'heure où l'histoire de la Première Guerre est pleinement réinvestie, celle de la répression demeure mal connue ou trop focalisée sur la question de l'activisme flamand surtout et wallon dans une moindre mesure. Depuis plusieurs années, du côté francophone, Xavier Rousseaux et Laurence van Ypersele ont initié plusieurs mémoires de licence qui offrent aujourd'hui une vision plus complète du phénomène de l'incivisme¹. À travers ces travaux, il apparaît combien le phénomène est complexe et ne se limite pas à l'activisme. En effet, dans la typologie des crimes poursuivis, on trouve bien plus d'infractions strictement liées à l'état de guerre, et plus particulièrement tout ce qui a trait au trafic et au commerce de marchandises en tous genres, que d'atteintes à la sûreté de l'État *stricto sensu*. Cette répression exercée par les conseils de guerre est l'objet d'une attente sociale d'autant plus forte qu'elle fait suite à quatre années de privations. Dans ce contexte, la répression de l'incivisme apparaît comme un élément constitutif de la reconstruction de la société belge d'après-guerre; une dimension que l'on retrouve bien évidemment au lendemain du second conflit mondial et qui est au cœur de la contribution de Mathieu Roeges. À travers le segment très particulier des condamnées à mort, il s'agit là aussi de recons-

¹ Ils ont d'ailleurs dirigé une synthèse récente sur la question parue sous le titre *La Patrie crie vengeance ! La Répression des "inciviques" belges au sortir de la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

truire une société blessée. La blessure apparaît d'autant plus profonde qu'il s'agit du comportement de femmes dont la 'trahison' révèle beaucoup sur la perception de leur rôle. Leur moralité est jugée à l'aune de leur comportement face à la boisson et/ou à la sexualité et, au-delà, leur trahison patriotique est perçue comme plus grave encore dans une société qui s'apprête à leur octroyer le droit de vote.

L'analyse des procès de répression est un révélateur des attentes normatives des sociétés. Une distinction s'établit entre les bons citoyens, qui subissent les difficultés et les souffrances de l'occupation, et les 'mauvais', qui ont tiré profit de la période de guerre. Pour surmonter ce vécu, la répression apparaît comme un instrument indispensable pour permettre à la communauté de se reconstruire.

Si la justice se fait instrument curatif au sortir des guerres, les sociétés se tournent également vers d'autres dimensions pour espérer peser sur les consciences. À travers la révision des manuels scolaires, Christophe Bechet analyse le rôle joué par la Société des Nations et un certain nombre d'associations pacifistes dans la production de manuels comme instruments de compréhension entre les peuples. Cette démarche se heurte à un certain nombre de difficultés directement liées à la mémoire de l'expérience de guerre et pose déjà *in fine* la question difficile des rapports entre histoire et mémoire. Mais ce débat dépasse les rapports entre ce couple infernal et plonge de plain-pied dans une autre question tout aussi fondamentale et universelle qui est celle de la 'pédagogisation' de l'histoire.

Si l'histoire de Belgique peut apparaître comme un laboratoire de choix pour mesurer l'impact des directives de la SDN sous l'angle d'une revisitation pacifiste de l'histoire, la diplomatie belge constitue elle aussi un excellent champ d'observation pour appréhender le rôle et la place d'un petit pays dans la Guerre froide. À travers l'étude de deux diplomates, aux profils résolument différents, Maarten Van Alstein s'interroge sur leurs visions respectives de la Guerre froide et de ses acteurs, et sur leur perception des enjeux essentiels. Dans quelle mesure leur regard spécifique influence-t-il leur vision d'un monde bipolaire et comment tentent-ils, sur base de leurs convictions, d'influencer la politique étrangère de la Belgique ? Vu sous cet angle, le diplomate apparaît comme bien davantage qu'un simple porte-drapeau de la politique étrangère d'un État, il en est lui-même un acteur à part entière, plus ou moins talentueux en fonction de sa personnalité, plus ou moins écouté en fonction du ministre dont il dépend.

C'est également une question universelle qui émerge à la lecture de la contribution d'Ahlrich Meyer et d'Insa Meinen, celle des stratégies universelles de survie. Dès lors que l'occupant met en place dans les différents pays occupés une politique systématique de persécution, comment la population juive tente-t-elle de s'y soustraire par un recours au phénomène de fuite ? Cette contribution nous montre une population traquée mobilisant toutes les voies possibles pour échapper à la mort. La Belgique y

est traitée comme un pays de transit pour des Juifs fuyant les Pays-Bas mais aussi pour certains d'entre eux réfugiés en Belgique et qui cherchent à rejoindre la France. À travers le prisme de taux d'extermination fort différents, ces trois pays illustrent de manière très contrastée la marge étroite laissée à la fuite comme stratégie de survie. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'une contribution indispensable à la compréhension du phénomène des persécutions.

La question de la mémoire rejaillit dans les deux chroniques de ce numéro. À n'en pas douter, l'année 2008 a été marquée, à l'échelon belge, par une vague commémorative de l'Expo 58 érigée au rang de dernier grand moment de la 'Belgique de papa'. Évoquant les nombreuses publications qui ont jalonné cette année jubilaire, Willem Erauw s'interroge sur la place de la nostalgie dans la production historique.

La chronique de Mathieu Vanhaelewyn porte plutôt sur la construction d'une mémoire. La 'communauté' homosexuelle se cherche une légitimité et, pour se faire, essaie de trouver une place dans l'espace public hétéronormatif à travers des monuments censés être les porte-drapeaux de certains pans de l'identité homosexuelle, telle qu'elle veut être perçue.

Les *CHTP* renouent également avec une tradition trop négligée : celle de la rubrique Image. La dernière initiative en date remonte à 2001. Je suis dès lors d'autant plus heureuse de la contribution d'Anne Roekens. À l'heure où les photos sont devenues un matériau heuristique à part entière, il est plus que salutaire de s'intéresser aux photos privées. À travers un regard intrusif dans l'intime, elles offrent à l'historien des richesses trop longtemps négligées et pourtant capitales pour appréhender le passé.

Enfin, cette livraison se ferme comme chaque fois par une invitation à la lecture. Les meilleures publications récentes sur l'histoire de Belgique y sont analysées, disséquées. Une rubrique Bibliothèque devenue incontournable.

Chantal Kesteloot